

Trimestriel N°19 // Mars 2025

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



MON CORPS
MA LIBERTÉ

VIOLENCE
ON TE VOIT

SOUS LES
PAILLETES
LA RAGE

ON NE
FEMME
ON EN

VICTIME
CROIT
AGRESSE
TE VOIT

DÉLIVROIS
NOUS DU
MÂLE

La
transphobie
tue.
nous.toutes.org

FEMINISTE
TANT QU'IL
FAUDRA

PATRIARCAT



ÉDITO

Par le comité de rédaction

Alors que l'extrême-droite s'impose partout à travers le monde, la Belgique n'échappe pas à la vague réactionnaire. Le nouveau gouvernement Arizona compte s'attaquer aux pensions de survie qui permettent à de nombreuses femmes d'échapper à la pauvreté. La dépénalisation de l'avortement n'existera que sous forme de débat et l'égalité des chances est reléguée à la lutte contre la fraude sociale.

Il n'a jamais été aussi nécessaire d'unir les forces populaires pour défendre le féminisme, la démocratie et les droits des opprimé-es. La bourgeoisie est à l'offensive dans tous les secteurs : du travail de nuit à l'enseignement, du montant des salaires à celui des aides sociales, du droit d'asile aux droits humains les plus fondamentaux. En Belgique comme ailleurs, la bourgeoisie opère une contre-révolution.

Si les moments que nous vivons sont difficiles, continuer la lutte est la seule promesse de lendemains meilleurs.



QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

DOSSIER THÉMATIQUE

- 2 LA SERVANTE ÉCARLATE : FICTION OU SOMBRE PRÉSAGE ?
- 3 "SI ON S'ARRÊTE, LE MONDE S'ARRÊTE"
- 4 "NOS FEMMES" LES DISCOURS DE PROTECTION : ENTRE PATRIARCAT ET SUPRÉMATIE
- 5 ENTRETIEN AVEC MICHÈLE, PENSIONNÉE ET MILITANTE À LA FGTB

INTERNATIONAL

- 6 "POUR UN SYNDICAT FORT, LES FEMMES D'ABORD"
- 8 TÉMOIGNAGES

ACTU SYNDICALE

- 9 LA NOUVELLE GUERRE SCOLAIRE

EN RÉGIONALE

- 10 LE 8 MARS À LIÈGE

SECRETARIAT

- 10 ALERTE JOB ÉTUDIANT

LA SERVANTE ÉCARLATE : FICTION OU SOMBRE PRÉSAGE ?

PAR LAURENCE DUFRANE
// DÉTACHÉE PÉDAGOGIQUE AUX JEUNES FGTB



Déguisements de servante à la Cycloparade du 8 mars à Liège (plus d'infos : p. 10).

Elle s'appelle June, enfin plus maintenant, à présent on la nomme « Defred » du nom de son commandant : Fred. Defred est ce que l'on appelle une servante. Les servantes, entièrement vêtues de rouge et portant une coiffe blanche qui limite leur vision telles les œillères des chevaux, sont des femmes en âge de procréer et dont le corps est mis à la disposition de couples stériles issus de la haute société. Ces couples, formés d'un commandant et de sa femme, habitent de belles maisons dans lesquelles ils règnent, tels des seigneurs, se faisant servir par leur « Martha ». Ces dernières sont des femmes qui ne sont plus en âge de procréer et qui sont également mises à leur disposition.

Le couple stérile, formé par Fred Waterford et son épouse Séréna, héberge donc Defred dans le grenier de leur maison. Une fois par mois, cette dernière est attendue dans la chambre à coucher du couple pour procéder à la « cérémonie » qui se déroule de la manière suivante : la servante, après avoir pris un bain obligatoire, se retrouve face à toutes les habitant·es de la maison réunies pour une prière collective. Elle est ensuite « invitée » dans la chambre à coucher du couple où elle est allongée sur le lit. À sa tête, se trouve l'épouse qui lui maintient les poignets. Entre ses cuisses se trouve le commandant soulevant ses jupes et la pénétrant jusqu'à éjaculation. Elle est ensuite renvoyée dans sa chambre avec ordre de se reposer afin de maximiser ses « chances » d'accueillir la vie. Si ses menstruations surviennent dans les jours suivants, elle se verra contrainte d'endurer le même cinéma chaque mois, jusqu'à ce que, par miracle, le commandant, souvent stérile, ait réussi à « l'engrosser ». En revanche, si l'on découvre qu'elle porte la vie, elle restera auprès de ses maîtres le temps de sa grossesse. Son enfant lui sera retiré dès sa naissance et elle sera, renvoyée chez un autre couple pour réitérer l'expérience.

En dehors de cette « cérémonie », Defred a le droit de sortir, selon un horaire bien défini et uniquement pour faire des courses, chaperonnée par une autre servante, parce que oui bien sûr, il y en a d'autres ! C'est toute une communauté qui s'est créée dans ce qui était les Etats-Unis avant que la religion ne domine la politique et devienne un état totalitaire.

Dans ce monde, les femmes n'ont plus aucun droit et ce quel que soit leur statut social. Si une femme est surprise en train de lire, elle est traînée en justice où cet acte de résistance lui coûte un doigt.

Mais d'où viennent ces femmes instruites qui se laissent traiter de la sorte ? Tout simplement du

monde d'avant, le monde dans lequel les femmes étudiaient, travaillaient, possédaient leur propre compte en banque. Le monde dans lequel elles étaient libres de vivre leur vie et leur sexualité sans contrainte.

Elles ont été dessaisies de leurs droits les uns après les autres pour finir par être physiquement enlevées, arrachées à leur famille, à leurs enfants, qui eux-mêmes sont enlevés et redistribués comme des petits pains, à des familles de la haute société qui ne pouvaient pas en avoir naturellement ! Elles vivent dans la terreur avec, au creux du ventre, l'espoir fou d'un jour être libérées ou d'arriver à fuir et à retrouver leurs enfants qui leur ont été arrachés.

Alors vous l'aurez reconnu, et si ce n'est pas le cas je vous encourage à le découvrir, je vous parle ici du synopsis de « La servante écarlate » écrit par Margaret Atwood qui décrit un futur dystopique aux Etats-Unis.

Peut-on réellement parler de dystopie quand on sait que l'autrice s'est inspirée de situations réelles, vécues par des femmes à travers le monde et les époques et les a juxtaposées pour créer les conditions de vie des servantes telles que décrites dans son roman ?

Peut-on toujours croire qu'il s'agit d'une dystopie ou doit-on s'inquiéter sérieusement de ce que l'avenir nous réserve quand on sait que depuis juin, les droits des femmes aux Etats-Unis et particulièrement en matière d'avortement, ont connu des évolutions notables reflétant les tensions politiques et juridiques persistantes ?

Dans l'Iowa, par exemple, la cour suprême a autorisé l'entrée en vigueur d'une loi interdisant la plupart des avortements dès la sixième semaine de grossesse. Six semaines étant à peu près le temps nécessaire à une femme pour se rendre compte de son « état ». En Géorgie, après avoir été abrogée en septembre, cette loi est, depuis octobre, de nouveau d'application sous ordre de la cour suprême de Géorgie.

Lors de son précédent mandat, Trump aura eu la délicatesse de rétablir la « loi du bâillon mondial »,¹ d'annuler les aides à la contraception, de faire reculer l'égalité salariale, de demander davantage de « preuves » lors des agressions sexuelles, de faire annuler l'arrêt Roe V. Wade qui garantissait l'avortement jusqu'à six semaines de grossesse dans l'ensemble du pays depuis 1973. Depuis cette date, la décision d'autoriser ou non les IVG revient à chaque État. Dans certains d'entre eux, dont l'Arizona, l'avortement est même interdit en cas de viol ou d'inceste.

Est-il encore nécessaire de rappeler que lorsqu'une femme fait le choix de l'avortement, ce n'est jamais, et ce quel que soit la situation, un choix de confort. Criminaliser cet acte n'empêche pas les femmes d'y avoir recours, en revanche, cela les place dans une plus grande précarité médicale et met encore davantage leur vie en danger.

Au moment où j'écris ces lignes, l'investiture de Donald Trump est imminente, les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ sont ouvertement menacés. Malheureusement, ce qui se passe aux Etats-Unis a et aura toujours des répercussions dans le reste du monde alors... Je ne suis, et ne serai certainement pas la dernière à citer ces mots de Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

**Alors
restons sur nos gardes,
levons le poing,
la bataille ne fait
que commencer !**

1 Cette règle interdit l'attribution de fonds fédéraux américains aux organisations non gouvernementales travaillant à l'étranger qui proposent des conseils ou un aiguillage en matière d'avortement, militent en faveur de la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse ou développent les services d'avortement disponibles – même lorsque les Etats-Unis ne financent pas eux-mêmes ces services.
Source : <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2017/01/trumps-global-gag-a-devastating-blow-for-womens-rights/>

"SI ON S'ARRÊTE, LE MONDE S'ARRÊTE"



PAR STELLA MARZULLO
// STAGIAIRE AUX JEUNES FGTB BRUXELLES

En 1973, un groupe de pays arabes membre de l'OPEP procède au quadruplement du prix du pétrole dans la poursuite d'une visée double. Punir d'une part un certain nombre de pays industrialisés pour leur soutien à Israël dans le cadre de la guerre du Kippour et, d'autre part, faire prendre conscience aux pays du Nord de la rémunération trop basse des matières premières possédées par le Sud global. Ce quadruplement du pétrole provoque une récession doublée d'une inflation dans les pays industrialisés, mais se traduit également par la création d'une manne financière appelée « pétrodollars ». Les pays exportateurs de pétrole placent alors une partie de ces pétrodollars dans des banques occidentales qui vont à leur tour les prêter à des pays dit en développement, et ce, à des conditions très avantageuses, mais à des taux d'intérêt variables. Or, deux événements se produisent ensuite : le deuxième choc pétrolier de 1979 et la hausse des taux d'intérêt décidée par les pays du Nord la même année pour juguler les effets de l'inflation. Face à l'explosion de la facture pétrolière et l'augmentation des taux d'intérêt, les pays ayant contracté des prêts à des taux d'intérêt variables dans les années 1970 se retrouvent dans l'incapacité d'honorer leurs dettes dans les années 1980 : on parle de la « crise de la dette des pays en voie de développement ».

Le rapport Debt Service Watch mis à disposition du public par le DFI ce 1er novembre 2024 met en lumière une situation similaire : les pays du Sud global seraient aujourd'hui confrontés à la « crise de la dette la plus sévère jamais répertoriée depuis le début des registres mondiaux » : sur les 139 pays pris en compte, 35 pays consacrent plus de la moitié de leurs revenus au service de la dette, tandis que 54 pays y allouent plus d'un tiers. En d'autres termes : les exigences des marchés financiers continuent de primer sur les services fondamentaux dus aux populations. Dans ce contexte, des voix issues du monde académique et de la société civile en appellent à la fin de la « detteocratie » et à un « non-paiement féministe de la dette ». Mais comment le combat féministe s'articule-t-il avec celui mené contre le remboursement de la dette publique ? Cet article se propose d'explorer les points d'intersection entre ces deux luttes en mettant en lumière le mode d'action et de gouvernance adopté par les institutions financières de Bretton Woods (le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale), acteurs majeurs au regard de la problématique de la dette.

LE FMI ET LA BM : DES RATIONALITÉS ÉCONOMIQUES ET COMPTABLES LIÉES

Le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) – fondés sous l'égide des États-Unis au sortir de la Seconde Guerre (1944) – fonctionnent sur la base d'un mode de gouvernance similaire. Les États membres de ces institutions doivent apporter une souscription calculée sur la base de leur poids économique pour être partie prenante de ces dernières et le système de vote est pondéré en fonction de ladite souscription : plus la contribution financière d'un État est élevée, plus il dispose de voix. Ces deux agences multilatérales remplissent cependant des missions spécifiques.

La BM agit essentiellement depuis les années 1960 comme intermédiaire financier entre l'épargne internationale et les pays dits en développement en leur octroyant des prêts à caractère concessionnel : les États peuvent – sous certaines conditions – obtenir des prêts de la BM à des taux d'intérêt plus bas que ceux qu'ils auraient obtenus auprès de banques privées, étant donné le risque souverain qu'ils comportent. La rationalité économique déployée par la BM est la suivante : le manque d'épargne de certains pays empêche l'investissement, c'est donc par le biais de l'apport de fonds d'agent(s) externe(s) que ces États doivent investir dans la construction d'équipements collectifs leur permettant de s'engager dans le processus de croissance. En d'autres termes, il convient d'abord d'utiliser des ressources financières de capitaux – ce qui est pensé comme un sacrifice – afin d'obtenir des gains ultérieurs.

Quant au FMI, il se présente depuis les années 1980 comme un agent de recouvrement de la dette : un État surendetté doit, en dernier recours, conclure un accord stand-by avec cette institution pour pouvoir procéder à un tirage via une opération de swap. Cet accord permet au FMI d'imposer au pays en question un plan d'ajustement structurel qui vise à redresser sa balance des paiements. En ce sens, la rationalité comptable déployée par le FMI semble se distinguer de celle (économique) de la BM. Elles sont en réalité liées, car le pays qui s'endette auprès de la BM se retrouve souvent, à terme, sous la tutelle du FMI. Mais quelle forme prend concrètement cette tutelle ?

UNE SORTIE FÉMINISTE DE LA CRISE DE LA DETTE

Les conditionnalités prescrites par le FMI, formulées sur des bases « techniques » et « apolitiques », varient peu d'un pays à un autre et dénotent dans les faits d'une orientation néolibérale. Cette orientation se distingue du libéralisme classique qui se fonde sur la différenciation ontologique entre la sphère du politique et celle de l'économie – la première ne devant pas intervenir dans la seconde et « laissez faire, laissez passer » les différents agents dans leurs transactions économiques, selon la formule attribuée à Vincent de Gournay. Or, dans un modèle économique néolibéral, la sphère du politique doit se modeler sur la sphère économique : les entreprises, comme les États, doivent augmenter leurs revenus et diminuer leurs dépenses.

Les différentes mesures imposées par le FMI s'inscrivent dans cette dynamique. Elles comprennent la suppression des lois sur le travail, la réduction du syndicalisme et la libéralisation des dispositions sur le rapatriement du capital dans l'idée d'attirer les investissements étrangers. Autre exemple de politique entendue comme nécessaire : la privatisation du secteur public (santé, éducation, etc.) qui vise à stimuler la compétitivité et à réduire les dépenses étatiques. Les femmes – majoritaire dans ces secteurs – sont particulièrement touchées par les effets socio-économiques de ces mesures : confrontées à la précarisation de leurs conditions de travail, elles sont également les premières à pallier le désengagement de l'État par une augmentation de leur temps de travail non rémunéré.

C'est en ce sens que certains.es en appellent à un non-paiement féministe de la dette. Celui-ci ne vise pas l'obtention d'une renégociation, d'un refinancement, d'une réduction ou d'une remise de dette, mais bien la création d'un moment de rupture totale permettant d'imaginer le modèle productif et reproductif souhaité, en dehors des intérêts du capitalisme financier.

POUR ALLER PLUS LOIN

Bruneau, Camille, et Christine Vanden Daelen. 2022. Nos vies valent plus que leurs crédits : Face aux dettes, des réponses féministes. Essais, Enquetes Et Manifestes. Le Passager clandestin.

Cling, Jean-Pierre, Mireille Razafindrakoto, et François Roubaud. 2011. « La Banque mondiale, entre transformations et résilience ». Critique internationale 53 (4): 43-65. <https://doi.org/10.3917/cii.053.0043>.

Vallée, Olivier. 2016. « Le FMI et la dette : De la discipline aux arrangements ». Savoir/Agir 35 (1): 53-62. <https://doi.org/10.3917/sava.035.0053>.

Vivien, Renaud. 2010. « L'annulation de la dette du Tiers Monde ». Courrier hebdomadaire du CRISP 20462047 (1): 5-75. <https://doi.org/10.3917/cris.2046.0005>.

"NOS FEMMES"

LES DISCOURS DE PROTECTION : ENTRE PATRIARCAT ET SUPRÉMATIE

PAR GIULIA CONTES // CO-PRÉSIDENTE CNAPD

Les discours appelant à la protection de « nos » femmes et de « nos » filles servent à mobiliser la gent masculine et, plus largement, l'humanité autour de la préservation d'une ressource perçue comme rare et fragile : les femmes. Cependant, cette rhétorique implique une appropriation implicite, marquée par la distinction entre « nos » femmes et « les leurs ». Il ne s'agit pas de protéger toutes les femmes, mais bien celles qui correspondent à une norme : blanches, européennes, gardiennes d'un modèle patriarcal. Les discours de protection attribuent à nos filles une fragilité et une naïveté, renforçant l'idée qu'elles dépendent de la protection masculine, tout en occultant que la guerre touche aussi les garçons et les hommes.

DES RÉALITÉS SOCIALES OCCULTÉES. Ces discours de protection dissimulent des réalités sociales criantes. En 2021, l'écart salarial en Belgique s'élève à 8% lorsqu'il est corrigé pour la durée de travail, et à 21% sans cette correction. Dans les couples hétérosexuels, malgré des tendances sur les réseaux sociaux qui font dire le contraire, les études au sujet de la répartition des tâches ménagères restent largement sur le dos des femmes. Par ailleurs, en janvier 2023, seulement 26,5% des parlementaires dans le monde étaient des femmes, et seuls 11,3 % des pays comptaient une femme à la tête de l'État. Le harcèlement de rue touche toutes les femmes, quel que soit leur statut social. En 2023, plus de 50 000 femmes ont été tuées par un conjoint ou un membre de leur famille – soit plus de 5 féminicides par heure. Dans un contexte de guerre, plusieurs rapports, dont celui des Nations Unies, soulignent que les viols et violences sexuelles sont réguliers. Ces chiffres illustrent la domination patriarcale qui structure encore nos sociétés.

En outre, cette rhétorique de protection alimente des discours xénophobes et essentialistes. Elle renforce une vision manichéenne dans laquelle l'autre – souvent perçu comme non-blanc – est considéré comme une menace. En réalité, ces récits servent à justifier des politiques sécuritaires et économiques discriminatoires. Ainsi, la peur de « l'autre » permet de réorienter les débats publics vers des mesures répressives tout en détournant l'attention des inégalités structurelles.

PATRIARCAT ET DYNAMIQUE GÉOPOLITIQUE.

Le patriarcat – défini comme la domination masculine sur les femmes et les enfants dans la sphère familiale – trouve une résonance dans les dynamiques géopolitiques mondiales. Les puissances occidentales justifient souvent leur domination par des objectifs de « maintien de la paix et de la sécurité ». Cependant, cette prétention cache une réalité plus complexe : la militarisation de la politique internationale reflète une logique de domination comparable à celle du patriarcat. La masculinité stéréotypée et virile y incarne l'idéologie dominante, tandis

que la présence internationale des États occidentaux vise à étendre leur influence politique et économique.

Parallèlement, le néolibéralisme renforce cette logique de domination en centralisant le pouvoir et les ressources entre les mains d'une élite mondiale. Les femmes, surtout dans les pays du Sud, subissent de plein fouet les conséquences de ces systèmes, notamment via l'exploitation économique, la précarisation de leurs conditions de travail et les impacts environnementaux liés à l'accaparement des ressources naturelles.

LES DISCOURS DE PEUR : UN OUTIL POLITIQUE. La peur d'une menace extérieure – aujourd'hui symbolisée par le musulman perçu comme barbare ou le russe hérité des logiques de la Guerre froide – pousse nos sociétés à adopter des solutions simplistes. L'augmentation des dépenses militaires, les politiques anti-immigrations et les mesures d'austérité profitent à une industrie de l'armement florissante. Ces choix se font souvent au détriment des services publics et de la protection sociale, qui assurent pourtant la stabilité économique et sociale.

Le discours selon lequel « ils vont s'en prendre à nos femmes et nos filles » exploite la peur primitive pour transcender les différences politiques. Comme l'a exprimé un participant à une conférence conservatrice à Bruxelles : « En tant qu'Occidentaux, nous avons non seulement le droit mais aussi le devoir moral de préférer notre civilisation à toutes les autres. ». Ces propos résument une idéologie où la protection des femmes devient un prétexte à des logiques de domination culturelle et politique.

REPENSER LA SÉCURITÉ GLOBALE. Instrumentaliser la peur pour justifier des mesures sécuritaires empêche toute remise en question des actions de nos États. Cette stratégie ignore les réalités des femmes issues de l'immigration ou vivant dans des zones de conflit, qui subissent directement les conséquences des guerres et des politiques internationales désengagées. Notons également que la guerre a pour conséquence une recrudescence spectaculaire de plus de 50% de violences sexuelles liées aux conflits armés, notamment en Ukraine, en République démocratique du Congo, à Gaza, au Soudan, en Haïti et ailleurs...

Rappelons que les violences sexuelles sont intégrées dans la définition des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Bien qu'elles soient utilisées aussi sur les hommes, cela concerne de façon disproportionnée les femmes et les filles, représentant 95% des cas vérifiés par les Nations Unies, avec des conséquences désastreuses, dont le fait de devoir porter l'enfant de son bourreau, visage d'un conflit dans lequel elles ont presque tout perdu ou devoir vivre avec des maladies sexuellement transmissibles telles que le VIH dont les traitements ne sont pas accessibles pour la plupart d'entre elles.

La paix et le dialogue ne sont pas de simples idéaux : ils sont les fondements indispensables à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). L'égalité des genres (ODD 5) et la réduction des inégalités globales (ODD 10) ne peuvent exister dans un monde fracturé par la violence. Plutôt que de brandir la protection de « nos femmes » pour légitimer la guerre, engageons-nous à bâtir une société où les femmes puissent occuper pleinement la place qui leur revient. Face aux discours de peur, il est nécessaire de se demander : comment construire une sécurité qui inclut toutes les vies, sans distinction d'origine ou de genre ? Cette démarche passe par un renforcement de la coopération internationale et par des politiques courageuses qui donnent la priorité à la justice sociale et à l'égalité. C'est ainsi que nous ferons émerger un monde plus sûr, plus juste et véritablement humain.

CONCLUSION. Les discours patriarcaux et xénophobes ne doivent pas dicter nos politiques publiques. Au contraire, une approche inclusive et humaniste est indispensable pour repenser la sécurité à l'échelle mondiale. Cela implique de dépasser les logiques de peur et de domination pour construire un avenir fondé sur la solidarité et le respect mutuel.



NOTE ADDITIONNELLE

Pour mieux comprendre et déconstruire ces mécanismes de domination, il est essentiel de promouvoir l'éducation citoyenne. La consultation des outils pédagogiques proposés par la CNAPD constitue une ressource précieuse pour éclairer ces enjeux et encourager une réflexion critique et informée.

Outil pédagogique – Logiques de domination 2024

ENTRETIEN AVEC MICHÈLE, PENSIONNÉE ET MILITANTE À LA FGTB

PAR LUCILE DE REILHAN

// CHARGÉE DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB



// POUR COMMENCER, PEUX-TU NOUS EXPLIQUER TON PARCOURS PROFESSIONNEL ET SYNDICAL ?

Je suis infirmière de formation. J'ai travaillé 21 ans comme infirmière dans l'hôpital public Brugmann, puis 21 ans comme déléguée syndicale à temps plein d'abord au CPAS de Bruxelles et ensuite dans les hôpitaux IRIS. Je suis militante syndicale CGSP depuis 1974 et déléguée depuis 1979. Aujourd'hui, je continue de militer à la CGSP et à la FGTB en tant que militante féministe et pensionnée.

// J'IMAGINE QUE TU AS VU QUE LE GOUVERNEMENT VEUT RÉDUIRE DE 3 MILLIARDS LES PENSIONS. QU'EST-CE QUE TU PENSES DE CES RÉFORMES ET COMMENT CELA SE FAIT QU'ELLES TOUCHENT PRINCIPALEMENT LES FEMMES ?

Chaque fois qu'il y a des réformes, les premières victimes sont les femmes. Actuellement, il y a déjà 23% d'écart de pension entre les hommes et les femmes, et avec les mesures gouvernementales qui s'annoncent, l'écart sera encore beaucoup plus important. On va se retrouver avec des femmes pensionnées de plus en plus pauvres. La pension minimale existe. Mais, dans les mesures annoncées, quand on dit qu'il faudra 35 ans de carrière effective pour que la pension se calcule sur base de la pension minimum, peu de femmes pourront bénéficier de cette pension minimale.

Il est également prévu de plafonner des périodes assimilées à 20% de carrière (interruption de carrière, incapacités de travail, chômage...). Ces 2 mesures combinées, 35 ans de travail effectif et plafonnement des périodes assimilées, seront particulièrement dommageables pour toutes les femmes et plus particulièrement pour celles qui prestent un temps partiel.

Il faut savoir que beaucoup de femmes travaillent à temps partiel une partie ou toute leur carrière, faute d'emplois à temps plein disponibles dans leurs secteurs ou pour répondre aux contraintes familiales. Une autre réforme qui aura un impact est la remise en question de la pension de divorcé-e, la pension de survie, et la pension de ménage. De plus, avec l'allongement de la carrière à 66 ans et 67 en 2030, je me pose une question : comment peut-on imaginer que des femmes aides ménagères, aides-soignantes, vendeuses, infirmières, ... puissent tenir le coup jusqu'à 66, 67 ans ? Elles sont démolies physiquement voire psychologiquement. De plus, elles occupent des métiers moins bien rémunérés et à flexibilité élevée. Cerise sur le gâteau : les propositions des négociateurs visent à réduire la rémunération pour le travail de nuit et de week-end. Ces mesures toucheraient donc directement le portefeuille des femmes.

// CES RÉFORMES VONT-ELLES T'IMPACTER (TOI DIRECTEMENT) ?

Oui, je vais être impactée, car le gouvernement a l'intention de ne plus indexer de la même manière les pensions, et veut également supprimer la péréquation (ce qui est à peu près l'équivalent de l'ordre du bien-être dans le secteur privé). La péréquation des pensions est liée aux augmentations des échelles de barème du secteur public auquel le retraité est attaché. Le montant des pensions est modifié tous les 2 ans en fonction de l'impact de l'augmentation des échelles de barème. Ce système permet de réduire les disparités entre les actifs et les retraités et de maintenir le niveau de vie des retraités. Une troisième attaque concerne quant à elle les futurs retraités : le gouvernement souhaite qu'on base le calcul de la pension sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les dix dernières années de carrière.

// QU'EST-CE QUE ÇA SIGNIFIE POUR TOI, UNE PENSION DIGNE ?

C'est une pension qui permet de se loger, se chauffer, se nourrir et se soigner correctement. Aujourd'hui, de nombreuses femmes se privent de soins ou de nourriture, surtout lorsqu'elles vivent seules.

// CES ATTAQUES-LÀ S'INSCRIVENT-ELLES DANS UN CONTEXTE PLUS GLOBAL ?

Oui, au niveau européen, on cherche à réduire les dépenses publiques. Partout, on allonge les carrières ou on diminue les droits. En Belgique, le gouvernement libéral coupe aussi dans les services publics essentiels comme les écoles, crèches ou hôpitaux, les considérant comme des coûts plutôt que des services vitaux.

// QUELLES SONT TES REVENDICATIONS POUR DES PENSIONS DIGNES ? QUELLES SONT LES CHOSSES POUR LESQUELLES ON POURRAIT SE BATTRE, EN TANT QUE JEUNES SYNDICALISTES ?

Il faut une pension minimum accessible sans critère. Les métiers lourds et pénibles doivent être reconnus pour accéder plus rapidement à la pension. La pension doit être accessible dès l'âge de 60 ans sans pénalité. La carrière complète doit être ramenée à 40 ans. La réduction collective du temps de travail est aussi essentielle, avec embauche compensatoire et maintien du salaire et des conditions de travail. Cela améliorerait la qualité de vie et créerait de l'emploi pour les jeunes.

// QUELLES SONT TES PREMIÈRES IMPRESSIONS DES MOBILISATIONS EN COURS ?

J'étais très surprise de la mobilisation de janvier donc on peut imaginer que celle de février sera encore meilleure. Je pense que les travailleuses se rendent compte que tous les secteurs sont touchés par les futures mesures. Je pense qu'il faudra augmenter la pression : nous devons aller jusqu'à la grève au finish par rapport à ce qui nous attend !



"POUR UN SYNDICAT FORT, LES FEMMES D'ABORD"

PAR CHARLIE GELAESEN

// ANIMATRICE AUX JEUNES FGTB DE VERVIERS

LA FORMIDABLE INTERSECTIONNALITÉ DU SYNDICALISME AMÉRICAIN FACE À LA RÉPRESSION ET L'OPPRESSION

Les jeunes FGTB étaient représentés lors de la seconde rencontre internationale des jeunes syndicalistes de la Confédération Syndicale des Amériques (CSA) qui se déroulait au Honduras en novembre 2024. Ce fut l'occasion d'échanger avec des camarades d'Amérique du Nord, Centrale, du Sud et des Caraïbes, et d'apprendre de leurs méthodes adaptées à leur réalité de terrain bien différente de la nôtre.



DES JEUNES INTERNATIONALISTES ET UNI-ES

La chaleur est étouffante sur le campus de l'Université Nationale Autonome du Honduras. C'est la saison des pluies, les moustiques pullulent et l'humidité colle à la peau. Pourtant, impossible d'être de mauvaise humeur. Je ne connais personne, mais à peine arrivée à l'auditoire où se tiendra la première plénière, je suis happée par une série d'embrassades, d'accolades, de poignées de main comme si j'avais toujours fait partie du groupe.

Cette chaleur humaine, au-delà de son aspect culturel, est un outil fantastique qui aura permis tout au long de l'évènement d'avoir des débats ouverts, soutenus et bienveillants malgré la gravité des sujets abordés. Au fil des prises de parole, je me rends compte que malgré la multitude de pays représentés, les problèmes auxquels nos camarades de l'autre côté de l'Atlantique font face sont très similaires. Corruption, pauvreté créant un milieu fertile pour les gangs, l'ingérence états-unienne, impérialisme, tout semble aller contre eux, à l'exception des honduriennes qui sortent récemment de douze ans de narco-dictature et qui ont désormais une présidente pro-syndicats. Ce qui me saute le plus aux yeux, c'est leur détermination et leur capacité à se soutenir au-delà des frontières. Les cartes de visite s'échangent comme des vignettes Panini, les gens se portent volontaires pour en assister d'autres dans leurs projets, aucun problème n'est laissé sans un semblant de solution. L'atmosphère est vibrante, nous nous nourrissons de l'énergie de toustes, et un sentiment enivrant d'invincibilité dans notre unité s'installe. Tout le monde sait que c'est utopiste, mais n'en a que faire. Sur le moment, nous en avons toustes besoin.

MILITANTISME RISQUÉ

Les libertés syndicales sont quasi inexistantes sur le territoire de la CSA. Lors d'un dîner, je discute avec Shakeda Williams, de La Barbade. Elle est régulièrement en contact avec les camarades de Haïti, absent-es car iels s'étaient

vu refuser l'entrée au Panama, escale obligatoire pour atteindre le Honduras. Elle m'explique que lors de leurs réunions bimensuelles, iels ne savent pas si tout le groupe sera toujours libre, voire en vie, la fois suivante. Silence autour de la table, regards peïnés. Tout le monde imagine ses propres camarades dans cette situation.

Nos camarades argentin-es, sous pression à cause du gouvernement libertarien de Javier Milei, sont persécuté-es. Une discussion avec l'une d'elle se termine presque en larmes. « J'ai mal pour mon pays. J'ai mal pour mon peuple. J'ai peur pour mes combats. », me dit-elle. Elle me serre les mains jusqu'à ce que ses phalanges soient blanches. Naira Leal, coordinatrice de projet à la CSA, m'annonce qu'il lui a été récemment interdit de s'y déplacer pour y soutenir un mouvement social. « Trop dangereux », conclut-elle en haussant les épaules avec résignation. Et malgré cela, Luciana Prastalo, employée d'Aerolíneas Argentinas, la compagnie aérienne nationale, nous distribue des tracts et vient nous parler du mouvement syndical pour lutter contre sa privatisation.

À la fin de l'évènement, la délégation IFSI*-Jeunes FGTB est rejointe par Dibett Quintana, venue pour la troisième Conférence des Femmes de la CSA organisée dans la foulée de la rencontre des jeunes. Elle est colombienne, activiste syndicaliste, féministe et pour les droits des peuples indigènes. Nous dînons ensemble. Elle est solaire, et fait tourner toutes les têtes quand nous entrons dans le restaurant. Plus tard dans la soirée, elle me livre son histoire. Elle m'annonce que le procès des assassins de sa mère est sur le point de débiter. Le mobile était indéniablement politique. Et malgré le risque, elle a choisi de reprendre les combats que sa mère n'a pas pu terminer. Elle fait tourner son poignet de soutien à la Palestine dans ses doigts pendant qu'elle raconte avoir été agressée chez elle, extrêmement violemment, par des hommes masqués, pour l'intimider. Ils n'ont jamais été retrouvés, et elle ne saura jamais qui les a envoyés, le gouvernement ou une multinationale.

* L'IFSI est une ASBL de coopération syndicale internationale travaillant avec la FGTB et une multitude de syndicats en Afrique, en Amérique et en Asie.



Lors du lancement de la Conférence des Femmes, Yolanda Lamas, de l'IFSI, me montre quelqu'un au loin. « Elle a dû fuir le Venezuela avant d'être arrêtée. », explique-t-elle solennellement. Je hoche la tête, je ne sais pas quoi dire.

FÉMINISME INTERSECTIONNEL ET INTERGÉNÉRATIONNEL

Plus tard, Lina Montilla-Díaz, camarade militante au parti communiste colombien, m'attache un foulard autour du cou. En satin violet, il porte le slogan « sindicalismo fuerte, mujeres al frente », soit « syndicalisme fort, les femmes à l'avant », un des nombreux cadeaux d'amitié que j'aurai reçu pendant cette mission. Je prends un moment pour regarder autour de moi, et ce n'est pas sans surprise que je remarque des femmes paraissant âgées de plus de 70 ans. Toutes les générations de la classe travailleuse sont représentées dans la salle. Je me tourne vers Yolanda et son expérience pour un peu de contexte. Elle m'explique que vu la culture patriarcale des pays représentés, rester actives dans la lutte est souvent un des seuls moyens qu'ont ces femmes d'avoir un semblant de pouvoir sur la condition féminine et l'avenir des générations futures, et que ça ne leur donne pas envie de partir à la retraite. Je repense au rassemblement féministe organisé par les jeunes lors de la première journée de leur conférence, à l'université. Nous y avons chanté, crié, que notre société appartenait aussi aux femmes, y compris les noires, les putes, et les trans. Je me dis que dans le slogan, on aurait pu inclure les vieilles.

Les discussions du lendemain sont techniques. Il est question d'adopter des positions pré-congrès de la CSA. La délégation canadienne, consciente de son privilège et son statut de colon par rapport à d'autres, tente diplomatiquement d'apporter ses résolutions sur la table tout en ne prenant pas trop de place dans la discussion. Je laisse traîner mes oreilles et j'entends que la commission d'à côté rappelle que fournir des protections menstruelles gratuites ne servira pas aux communautés rurales ne disposant pas encore d'eau courante. Quand je quitte la salle climatisée à la pause, ce n'est pas que la lourdeur de l'air extérieur qui m'accueille, mais aussi un vif débat sur l'accès aux services de garde d'enfants sur ma gauche. Et sur ma

droite, un groupe d'une vingtaine de camarades discute IVG, droits LGBTQIA+ et antiracisme. Elles sont d'accord sur un seul point : il n'y aura pas suffisamment de temps pour tout aborder.

CRISE EXISTENTIELLE OU RENAISSANCE

Je regarde par la fenêtre de l'énorme pick-up du camarade Oscar, qui s'est porté volontaire pour nous amener à l'aéroport, à un peu moins d'une heure de l'hôtel. Mes yeux sont rivés sur les immenses collines boisées à l'horizon. Je repars du Honduras avec une connaissance élargie du monde. Pourtant, au lieu d'apporter des réponses, cela m'apporte des questions.

Pouvons-nous rétablir cette même unité dans nos rangs ? Les rires, les larmes et les embrassades des derniers jours se bousculent dans ma tête.

Arriverons-nous à protéger nos libertés syndicales, pour ne pas en arriver à la situation de beaucoup de camarades américain-es ? Les récits d'oppression, de répression et de violences que j'ai pu écouter m'obsèdent.

Apprendrons-nous suffisamment de la ferveur de nos camarades du Sud, face à l'adversité grandissante du monde ? J'aime espérer que oui.

Je m'en mets plein la vue une dernière fois. Je mémorise la sensation de la chaleur humide sur ma peau. Je rentre plus déterminé-e que jamais.

KARELI GANTE ARAUJO, MEXIQUE

// Juriste à l'Union Nationale des Travailleuses du Mexique

Nous sommes en pleine réforme du processus démocratique au Mexique. Nous avons élu notre première présidente femme, et les droits des femmes se retrouvent mis beaucoup plus à l'avant de l'agenda politique, tout comme les droits des travailleuses et les libertés syndicales. Nous essayons de pousser les choses encore plus loin et créer un poste de Secrétaire d'État aux Femmes. L'égalité hommes-femmes pourrait également être protégée au niveau constitutionnel. Les femmes sont actuellement victimes de violences, de harcèlement, de discrimination au travail, de féminicides, mais nous sommes confiant-es pour l'avenir. Le nouveau gouvernement prend les problématiques féministes au sérieux, et le monde syndical est à l'affût pour faire en sorte que les réformes passent.

ANEYKA ORTIZ, PANAMA

// Vice-Présidente du Comité de la Jeunesse Travailleuse des Amériques de la CSA

La situation est très compliquée pour les femmes. Nous sommes en lutte contre un nouveau projet de loi visant à augmenter l'âge du départ à la retraite pour les femmes, car elles ont tendance à prendre leur pension plus tôt que les hommes actuellement. Nous devons constamment rappeler aux politiques qu'en plus de notre travail nous avons une charge domestique immense et que nos corps en subissent les conséquences. Notre santé mentale souffre énormément sous la pression de notre société patriarcale. Si cette loi passe, cela ouvre la porte à ce que les jeunes femmes ne puissent jamais profiter d'une retraite. La lutte continue et la participation aux activités féministes et militantes ne cesse de grandir.



ÉTAT DES LIEUX DES DROITS DES FEMMES ET DE LA LUTTE FÉMINISTE EN AMÉRIQUE CENTRALE ET AMÉRIQUE DU SUD : TÉMOIGNAGES

PAR CHARLIE GELAESEN

// ANIMATRICE AUX JEUNES FGTB VERVIERS

SHAKEDA WILLIAMS, LA BARBADE

// Assistante Exécutive de la Secrétaire Générale du Syndicat National des Travailleuses de La Barbade

Notre syndicat est le plus grand sur notre île et le mieux reconnu. Notre Secrétaire Générale siège au gouvernement. Nous avons gagné beaucoup de victoires récemment grâce à ça. La lutte spécifique aux droits des femmes est la prochaine sur la liste et nous avons hâte de nous y mettre. Mais en attendant, les victoires que nous avons obtenues affectent déjà positivement les femmes sur leur lieu de travail comme dans leur vie privée. Nous avons réussi à imposer des règles anti-harcèlement sexuel dans le secteur du tourisme, et toute entreprise étrangère souhaitant ouvrir un établissement de l'horeca sur l'île doit se plier à la convention collective du secteur. Nous offrons une consultation par an chez un-e de nos avocat-es à toustes nos affilié-es, même sur des sujets ne touchant pas au travail. J'ai hâte de voir ce que nous gagnerons par la suite.

BIANCA GARBELINI, BRÉSIL

// Secrétaire des jeunes de la Contraf-CUT (secteur financier)

Au Brésil, nous avons connu une ascension rapide du fascisme depuis 2016, qui a encore accéléré avec l'élection de Bolsonaro en 2018. Heureusement, Lula a été élu en 2022, ce qui a calmé la situation, par contre cela n'a pas permis d'endiguer complètement la fascisation de la société. Ce sont des idées qui restent défendues même au sein de la classe travailleuse, dont une partie idolâtre le capitalisme et les milliardaires. Cependant, on commence à sentir que la sensation de lourdeur et de danger permanent a diminué. Nous sommes plus en sécurité sous Lula, mais le fascisme ne dort et ne s'arrête jamais, il ne faut pas l'oublier. La lutte est constante. Le Congrès brésilien reste très conservateur et opposé au président et à ses positions. Les représentants tentent d'implémenter des lois qui entravent les droits des femmes, avec notamment un retour sur le droit à l'avortement qui est déjà limité. La bloquer est notre priorité absolue pour le moment.

LINA MONTILLA-DÍAZ, COLOMBIE

// Directrice de la branche Jeunes Travailleur-euses et Éradication du Travail des Enfants de la CUT Colombia

La situation des femmes en Colombie est complexe, et ce dû à de multiples facteurs. Le premier est la violence en général. Violence qui se produit à la maison, dans la rue mais aussi au travail. La culture patriarcale est très ancrée dans notre société, ce qui affecte les droits des femmes. En 2023, il y a eu plus de 700 féminicides. Le pays est en état d'urgence national tant le chiffre est élevé, particulièrement depuis 2018. Le second facteur est la discrimination de genre dans le monde du travail. Il est difficile de trouver un emploi stable car les employeur-euses ne veulent pas qu'on tombe enceinte, ne veulent pas qu'on soit moins efficaces en fonction de notre cycle menstruel, ce qui fait que quand nous trouvons du travail, l'écart salarial avec les hommes pour un poste équivalent est d'environ 17%. Nous travaillons actuellement à faire reconnaître le travail domestique et d'aidant proche et à faire voter une loi garantissant un lieu de travail sûr et stable aux femmes.

HILDA RAMIREZ CASCO, PARAGUAY

// Membre du Comité de la Jeunesse Travailleuse des Amériques de la CSA pour la CUT-A-Paraguay

Les mères sont les femmes les plus vulnérables dans notre pays. Les violences intra-familiales sont omniprésentes. Cependant, la lutte avance et nous sommes infatigables. Ce n'est que le début, mais nous avançons sur le plan légal avec de nouvelles lois de défense des femmes en cours de création.

FIGORELLA CALDERÓN, PÉROU

// Coordinatrice internationale de la jeunesse ouvrière chrétienne des Amériques

Les péruviennes vivent dans une société ultra-machiste. Changer ce modèle est difficile car il est implémenté dès l'enfance, ne serait-ce que par les rôles traditionnels du genre que les enfants voient reproduits par leurs parents. La situation est encore pire dans les communautés rurales où les jeunes femmes n'ont quasi aucune opportunité de faire des études, voire de sortir de chez elles. La charge domestique des femmes est immense, car au-delà des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, les familles de la classe travailleuse vivent à plusieurs générations sous le même toit et il faut également s'occuper

des aîné-es. Et quant aux femmes qui arrivent à travailler et à développer une indépendance financière, le plus souvent dans les villes, la société leur fait comprendre qu'elles ne sont pas à leur place et elles développent une charge émotionnelle, une culpabilité de ne pas se soumettre. C'est pourquoi il faut que nous nous organisions par communautés, pour faire face à cette pression, cette sexualisation des femmes et des filles, cette culpabilisation, que nous nous réappropriions notre espace et que nous revalorisons nos compétences.

INTERVIEW LA NOUVELLE GUERRE SCOLAIRE

PAR JULIEN SCHARPÉ // CHARGÉ DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

// PEUX-TU NOUS EXPLIQUER LE CONTEXTE POLITIQUE AYANT PROVOQUÉ UNE AUSSI GROSSE MOBILISATION AU SEIN DE L'ENSEIGNEMENT ?

Cela fait maintenant près de quatre ans, après le COVID, que le front commun enseignement tire la sonnette d'alarme sur plusieurs éléments. La situation dans les écoles est devenue extrêmement tendue. Les enseignant-es endurent une charge administrative de plus en plus lourde et des exigences de travail de plus en plus difficiles ; le tout dicté par des plans de pilotage initiés par le Pacte pour un enseignement d'excellence. Le secteur, présenté comme essentiel pendant le COVID, est particulièrement malmené depuis.

Le fait est que nous sommes dans un contexte de pénurie aggravée et structurelle. Elle provoque sur le terrain, et particulièrement dans les écoles les plus défavorisées, une situation catastrophique en matière d'encadrement des élèves et de prise en charge des apprentissages.

À cela s'ajoute, après le 9 juin, une déclaration de politique communautaire qui mène une attaque frontale contre les enseignant-es, les personnels et plus largement contre le système éducatif. C'est une brutalité sans nom que l'on n'avait pas vue depuis longtemps. Ce qui explique pourquoi le mouvement syndical est bien suivi à l'heure qu'il est.

// DÈS LE DÉBUT DU MOUVEMENT, LE PRÉSIDENT DU MR S'EST APPLIQUÉ À DÉNIGRER LES ENSEIGNANT-ES ET LES SYNDICATS. QUE CHERCHE-T-IL À MASQUER ?

On est dans des provocations habituelles de la part du Mouvement Réformateur. On fait face à une mise en cause, une décrédibilisation des organisations syndicales et plus largement des interlocuteur-trices dans le cadre de la concertation sociale. Le fondement même de la concertation sociale est aujourd'hui remis en cause.

Je pense que le MR cherche à allumer des contre-feux et attirer l'attention sur de faux problèmes. Le fait qu'il y ait un taux de syndicalisation proche de 75 % dans l'enseignement ne les arrange pas. Avec 120.000 membres du personnel, tous niveaux et réseaux confondus, le calcul est vite fait : les syndicats ont une force de frappe non négligeable.

Si les syndicats ne représentaient plus personne, on observerait une érosion de notre base syndicale. Or, depuis le mois de septembre, c'est très clairement l'inverse qu'on observe. Il y a un véritable éveil des membres du personnel qui étaient parfois très éloignés du monde syndical et qui s'adressent à nous en disant : « Mais qu'est-ce qu'on est en train de faire avec notre métier, avec notre système éducatif et avec nos élèves, avec les générations de demain ? ».

Ces tentatives de provocations du MR vont de pair avec une stratégie de brutalisation qu'ils opèrent depuis le 11 juillet, lorsqu'ils ont publié leur déclaration politique générale.

// QUELLES SONT LES INQUIÉTUDES QUE LES ENSEIGNANT-ES VOUS COMMUNIQUENT LE PLUS ?

L'attaque est tellement brutale et massive que c'est difficile de citer seulement quelques éléments, mais je vais essayer d'être concis.

L'attaque contre le statut de la fonction publique, qui est une manière de protéger contre l'arbitraire des employeurs est un premier élément. Dans l'enseignement libre confessionnel, avant le début des années '90, l'absence de statut permettait de se séparer rapidement des membres du personnel qui ne répondaient pas ou plus « aux spécificités de l'enseignement catholique ».

Ainsi a-t-on vu des enseignant-es divorcé-es mis-es sous pression et invité-es à aller voir ailleurs. Cette situation pouvait également être

Adrien Rosman a été professeur de français avant de devenir coordinateur du syndicat de l'enseignement libre au sein du SETCa. Il nous a accordé une interview avant la manifestation du 27 janvier qui a réuni 35.000 enseignant-es, ce qui ne s'est plus vu depuis les grandes grèves des années '90. La question est de savoir comment va réagir la majorité MR-Les Engagés après cette mobilisation historique. Aura-t-elle compris qu'elle doit revoir sa copie en profondeur ? Ou va-t-elle prendre le risque d'un durcissement du mouvement ?

rencontrée par des enseignant-es qui étaient d'une nature affective ne correspondant pas à une vision hétéronormée de la famille chrétienne. Mais ces dérives ne concernent pas que l'enseignement confessionnel, sans nomination, il serait tout à fait possible que des enseignant-es soient mis-es à la porte parce qu'ils n'auraient pas la bonne carte de parti. Imaginons ce que pourraient subir demain, des militant-es FGTB dans une ville comme Mons en pire...

Les enseignant-es s'inquiètent également des attaques contre les publics les plus faibles. En mettant sur pause l'extension de la gratuité scolaire et l'inspection relative aux frais scolaires, en renvoyant les élèves majeurs de l'enseignement qualifiant vers d'autres opérateurs de formation, en mettant un coup d'arrêt à la mise en place de chambres de recours pour les élèves exclus de l'école ou à la lutte contre le décrochage scolaire – mesures pourtant prévues par le Pacte – la ministre répond à une demande de classe qui favorise les plus riches. Demain, ce sont les publics les plus fragilisés qui seront les premières victimes des mesures budgétaires et idéologiques mises en place.

// D'AILLEURS, LA MOBILISATION DES ÉLÈVES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EST PARTICULIÈREMENT IMPRESSIONNANTE. PEUX-TU NOUS EXPLIQUER CE QU'ILS RISQUENT DE PERDRE AVEC CE GOUVERNEMENT ?

Cette mobilisation est une réelle note d'espoir pour l'enseignement. Contrairement à ce qu'affirme une certaine presse, il n'y a pas d'instrumentalisation des élèves. Ceux-ci sont très conscient-es des risques que représente une baisse des moyens alloués à l'enseignement qu'ils fréquentent. Le gouvernement a prévu de retirer 3% du financement alloué à l'encadrement dans l'enseignement qualifiant. Quoiqu'en dise la ministre, cela correspond à 500 équivalents temps-plein qui vont disparaître dès la prochaine rentrée.

Mais ce n'est pas tout, la ministre prévoit également de renvoyer les élèves majeurs dans l'enseignement pour adultes. Elle utilise le prétexte de trop grands écarts d'âge dans les classes, où des élèves de 16 ans peuvent avoir cours avec des élèves de 20 ans. Mais sa logique est complètement boiteuse puisque les élèves de 20 ans devront étudier avec des adultes qui ont 40, 45 ou 50 ans. Si Glatigny considère que l'écart ne pose pas de problème dans ce cas, c'est qu'elle se moque du monde.

La Ministre Glatigny tente une supercherie de plus en voulant nous faire croire que l'enseignement pour adulte garantirait la même qualité de diplôme pour nos jeunes. Son raisonnement repose sur le fait que c'est la Fédération Wallonie-Bruxelles qui organise cet enseignement. Pourtant, certains cours comme l'éducation physique ou l'éducation à la citoyenneté disparaissent des grilles d'enseignement. À cela s'ajoute que pour organiser de nouvelles options et répondre à la fermeture des 7TQ, l'enseignement pour adultes devra en fermer d'autres. Par ailleurs, la manière de mener les apprentissages et d'évaluer diffèrent fortement. Enfin, on quitte aussi l'enseignement gratuit, c'est par principe un problème concernant le droit à l'éducation.

Le fait que gouvernement veuille renvoyer vers des filières qui sont plus chères est potentiellement une première étape vers une marchandisation de l'enseignement et de la certification. C'est aussi une étape vers la régionalisation d'un pan de l'enseignement qu'il faut combattre.

// QUELLE SUITE LE MOUVEMENT VA-T-IL PRENDRE ?

Tout dépendra de la volonté des travailleur-euses à se mobiliser et à poursuivre le combat. Il y a quelque chose d'historique dans le mouvement auquel on assiste : nous sommes toutes concerné-es ! C'est le message que nous adressons à l'ensemble des différents acteurs du monde de l'enseignement : associations de parents, écoles de devoirs, organisations étudiantes, etc.

LE 8 MARS À LIÈGE !

PAR LISON DESSART // ANIMATRICE AUX JEUNES FGTB DE LIÈGE

Chaque année, la FGTB dépose un préavis de grève le 8 mars pour la « Journée internationale de lutte pour les droits des femmes ». Cette grève permet de mettre en lumière le fait que, quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête. Cette année, à Liège, deux événements grand public visent à reprendre l'espace qui nous a trop longtemps été confisqué : une soirée de stand-up féministe et notre traditionnelle cycloparade. On le sait, les femmes et l'espace public, ce n'est pas une grande histoire d'amour. En effet, les espaces publics, pensés par les hommes et pour les hommes, n'incitent pas les femmes et minorités de genre à prendre leur place légitime. C'est pourquoi nous revendiquerons nos droits ensemble, dans la rue, ce 8 mars. Parallèlement, l'univers de l'humour est lui aussi resté longtemps chasse gardée des hommes. Mais aujourd'hui, peu à peu, les femmes et minorités de genre commencent à investir l'art de la scène et ça envoie du lourd.

LA SOIRÉE DE STAND-UP FÉMINISTE

Le stand-up, c'est un spectacle durant lequel un-e humoriste monte seule sur scène pour partager des témoignages de vie ou des réflexions personnelles sur le monde. Ici, plusieurs stand-uppeuses prendront la scène pour rire du patriarcat. « Dans la longue construction des genres échafaudée par la culture patriarcale au cours des siècles, c'est l'homme qui rit et qui fait rire

et la femme est son premier objet comique et son public » (Olivia Gazalé, philosophe, France Inter, 08/03/24). Notre soirée de stand-up a pour objectif de donner la voix aux femmes et respectera deux règles éthiques essentielles : ne pas se moquer des personnes plus vulnérables que soi ou minorisées (si on ne l'est pas) et avoir un maxxx d'autodérision. Rappelons-le, l'humour est politique et permet de dénoncer les injustices dans nos sociétés. L'ambiance sera chaleureuse et les humoristes talentueuses, donc bloqué déjà ta soirée et prépare tes zygomatiques.

INFOS PRATIQUES : 6 mars en soirée (+ d'infos suivront) ; Ecurie du Manège Fonck à Liège.

LA CYCLOPARADE

C'est la 8^{ème} édition de notre cycloparade liégeoise. Nous étions 1600 l'année dernière, nous voulons être encore plus nombreux-ses cette année ! Cette manifestation dans l'espace public est un symbole fort et nécessaire. Aujourd'hui encore, manifester pour une égalité entre les hommes et les femmes est une question de vie ... ou de mort pour plusieurs d'entre nous. En 2025, la cycloparade se focalisera sur les violences faites au corps des femmes. Violences malheureusement banalisées : selon l'OMS, 1 femme sur 3 indique avoir été victime de violences physiques ou sexuelles de la part de leur partenaire ou d'un autre homme. La journée débutera par un village associatif et festif d'où démarrera également la cycloparade.

INFOS PRATIQUES : 8 mars à 11h ; Au B3 (Place des Arts, 4020 Liège).

* On entend par « femme » toute personne qui s'identifie au genre de la femme.

ALERTE JOB ÉTUDIANT !

PAR NICOLAS FRAGAPANE
// ANIMATEUR AUX JEUNES FGTB

Tu es jobiste ? Alors nous avons du nouveau pour toi. Depuis le 1^{er} janvier 2025, la limite annuelle de travail pour les étudiants est à nouveau fixée à 475 heures. Les 600 heures par an, c'est terminé ! Pourquoi ce retour en arrière ?

La limite des 600 heures pour les jobs étudiants était une mesure temporaire (2 ans), introduite pendant la crise sanitaire afin de répondre à une pénurie de main d'œuvre. Mais suite à l'absence d'évaluation des partenaires sociaux, elle n'a pas pu être prolongée et donc, en l'absence de décision, la réglementation classique s'applique à nouveau, avec une limite fixée à 475 heures par an, comme avant.

Pour les Jeunes FGTB, ce n'est pas un retour en arrière, car il est hors de question pour nous d'encourager les étudiants à travailler davantage pour financer leurs études, nous privilégions plutôt un système plus équitable (bourses, coût des études, soutien financier public, etc.).

Suite à ce changement, il est important de rappeler quelques règles comme pour rester fiscalement à charge de ses parents mais aussi pour conserver ses allocations familiales.

En 2024, le plafond des revenus nets pour être considéré à charge de ses parents était fixé à 7290 euros, indépendamment de la situation familiale des parents.

En 2025, les règles habituelles s'appliquent à nouveau et les plafonds sont les suivants (Année des revenus 2025 – Exercice d'imposition 2026) :

- ▶ 4100 euros net pour les enfants à charge de parents mariés ou en cohabitation légale.
- ▶ 5930 euros net pour les enfants à charge d'un parent isolé.
- ▶ 7520 euros net pour un enfant handicapé à charge d'un parent isolé.

Si tes revenus dépassent ce plafond, même d'un euro, tu ne seras plus considéré comme à enfant à charge de tes parents et ils devront payer des impôts. Concernant les allocations familiales, en fonction de ta région, des conditions spécifiques s'appliquent quant au nombre d'heures de travail que tu peux effectuer sans perdre ton droit.

EN WALLONIE

Tu peux à nouveau travailler 475 heures par an avec des cotisations sociales réduites. En plus de ces 475 heures, tu peux travailler 240 heures supplémentaires par trimestre, mais des cotisations sociales normales s'appliquent.

EN RÉGION BRUXELLOISE

Tu peux travailler 240 heures par trimestre. En juillet, août et septembre, lorsque tu poursuis des études après l'été, cette limitation ne s'applique pas. Toutes les heures de travail, y compris dans le cadre des contrats de travail ordinaires, sont comptabilisées, sauf les heures dans le cadre d'un stage pour un diplôme ou une formation en alternance. Il est possible de travailler 475 heures par an avec des cotisations sociales réduite, mais attention, le dépassement des heures de travail autorisées peut entraîner la perte de tes allocations familiales.

Dans tous les cas, les Jeunes FGTB seront toujours là pour défendre tes droits ! En cas de soucis, n'hésite pas à nous contacter à l'adresse suivante ▶ jeunes@jeunes-fgtb.be

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be

Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552 03 63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boîte 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24 22 59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32 38 83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB



camarade.be



@CamaradeWebMedia

JEUNES
FGTB s'unir
lutter
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

Photo de couverture : Krasniy Collective

